

**Art. 7.** De erkenning wordt verleend door de regering voor een periode van drie jaar. Bij verstrijken van die periode kan de erkenning per periodes van drie jaar verlengd worden.

**Art. 8.** De regering kan een erkenningsbeslissing opschorten of intrekken indien het A.D.L. ophoudt te voldoen aan één van de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 4 of 5.

De regering bepaalt de procedures voor de erkenning, de hernieuwing, de opschorting en de intrekking van de erkenning.

**Art. 9.** De regering verleent de erkenhet A.D.L. overeenkomstig de bepalingen van dit decreet en volgens de vereffeningsmodaliteiten die hij bepaalt, een jaarlijkse subsidie ter gedeeltelijke dekking van de personeels- en werkingskosten.

**Art. 10.** Artikel 1 van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid wordt aangevuld als volgt :

« 12° het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen. »

**Art. 11.** De regering stelt de inwerkingtreding van dit decreet vast.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 maart 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Ph. COURARD

—  
Nota

*Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad 655 (2003-2004) nrs. 1 tot en met 4.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 17 maart 2004.*

*Bespreking — Stemming.*

---

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1463

[2004/201091]

**1<sup>er</sup> AVRIL 2004.** — Décret modifiant le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'Exportation (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'intitulé du décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'Exportation est complété par les mots « et aux investissements étrangers ».

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du même décret, les mots « Agence wallonne à l'Exportation » sont remplacés par les mots « Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers ».

**Art. 3.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, les mots « Agence wallonne à l'Exportation » sont remplacés par les mots « Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers ».

Supprimer l'article 24 du même décret.

Dans l'article 1<sup>er</sup>, § 2, du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons, les mots « Agence wallonne à l'Exportation » et « O.F.I. » sont remplacés par les mots « Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers ».

**Art. 4.** A l'article 2 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, les mots « l'appui logistique et opérationnel à » sont supprimés;

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Dans les cas visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, la mission comprend la promotion de la Région wallonne en tant que terre d'accueil pour les investissements étrangers, la prospection de candidats investisseurs étrangers, notamment par des représentations à l'étranger, par l'organisation de missions ou par toute autre action pouvant contribuer à cet objet. Cette mission comprend également l'information des investisseurs étrangers, l'accueil et le suivi des investisseurs étrangers en Région wallonne dans le processus d'implantation, l'encadrement de l'investisseur étranger dans toutes ses démarches ainsi que la recherche de repreneurs étrangers pour les sites industriels wallons en voie de restructuration. »

**Art. 5.** Dans l'article 3 du décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'Exportation, les mots « de directeur général » sont remplacés par les mots « d'administrateur général ».

**Art. 6.** L'article 4, § 1<sup>er</sup>, du même décret est remplacé par le texte suivant :

« § 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration de l'Agence est composé de seize membres, dont un président et deux vice-présidents, nommés par le Gouvernement et répartis comme suit :

a. douze représentants nommés en fonction de leurs connaissances en commerce extérieur :

— quatre représentants des organisations représentatives de l'industrie, des grandes entreprises non industrielles, des classes moyennes et de l'agriculture, choisis sur une liste double proposée par l'assemblée générale du Conseil économique et social de la Région wallonne;

— quatre représentants des organisations de travailleurs choisis sur une liste double proposée par l'assemblée générale du Conseil économique et social de la Région wallonne;

— quatre représentants du Gouvernement;

b. quatre représentants du Gouvernement nommés en fonction de leurs compétences en matière d'investissements étrangers. »

Au paragraphe 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> du même décret est remplacé par le texte suivant :

« Assistent également aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative : l'administrateur général et les directeurs généraux de l'Agence, un représentant de la Direction générale de l'économie et de l'emploi du Ministère de la Région wallonne et un représentant de l'Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité. »

Au même paragraphe, l'alinéa 2 est supprimé.

**Art. 7.** Dans l'article 6, alinéa 2, du même décret, les mots « sur proposition du directeur général » sont remplacés par les mots « sur proposition de l'administrateur général ».

**Art. 8.** L'article 7 du même décret est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Un comité stratégique composé de l'administrateur général, du président du conseil, des deux directeurs généraux, des inspecteurs généraux et des commissaires du Gouvernement est mis en place.

Ce comité a pour objet de préparer les points soumis au conseil d'administration ainsi que les mesures stratégiques. Il assiste l'administrateur général dans leur mise en œuvre. »

**Art. 9.** Dans l'article 11 du même décret, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par le texte suivant :

« L'Agence est dirigée par un administrateur général assisté de deux directeurs généraux, nommés par le Gouvernement, pour un mandat aux conditions fixées par le livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la fonction publique wallonne. »

A l'alinéa 3, remplacer les mots « le directeur général » par les mots « l'administrateur général ».

Dans ce même article 11, l'alinéa 3 est abrogé à la date d'entrée en vigueur des mesures d'exécution mettant en application l'article 6ter de la loi spéciale du 8 août 1980, tel qu'inséré par l'article 6 de la loi spéciale du 13 juillet 2001.

**Art. 10.** Dans l'article 12 du même décret, les mots « le directeur général » sont remplacés par les mots « l'administrateur général ».

Dans l'alinéa 2 du même article, les mots « l'inspecteur général le remplace » sont remplacés par les mots « les directeurs généraux le remplacent ».

**Art. 11.** L'article 21 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Le contrat de gestion de l'Agence comprendra un volet distinct en ce qui concerne la mission relative aux investissements étrangers, dans le respect des dispositions du présent décret. »

**Art. 12.** L'Agence reprend le patrimoine, les droits et obligations de la société anonyme de droit public « Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie - Office for foreign investors in Wallonia » qui est dissoute et mise en liquidation.

Le Gouvernement détermine les modalités de transfert vers l'Agence des membres du personnel de la société anonyme de droit public « Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie - Office for foreign investors in Wallonia » de même que les modalités de transfert de ses représentants permanents à l'étranger.

Pour tout ce qui n'est pas réglé par le présent décret, les dispositions du Code des sociétés relatives à la liquidation s'appliquent.

**Art. 13.** Un chapitre *Vibis*, intitulé « Dispositions particulières aux investissements étrangers », est inséré dans le décret du 2 avril 1998 et est ainsi rédigé :

« CHAPITRE *VIBIS*. — Dispositions particulières aux investissements étrangers

**Art. 22bis.** Un comité d'affaires, composé de l'administrateur général, du directeur général en charge des investissements étrangers, des responsables des marchés et du suivi des dossiers, d'un représentant de la Direction générale de l'économie et de l'emploi du Ministère de la Région wallonne, ainsi que des commissaires du Gouvernement, est mis en place dans le cadre de la matérialisation des orientations stratégiques de l'Agence en matière d'investissements étrangers.

Ce comité d'affaires, réuni une fois par mois, est chargé d'évaluer, pour chaque dossier, les actions à mettre en œuvre par l'Agence et les collaborations requises des opérateurs de développement et des administrations.

En fonction des dossiers qui sont traités, le comité d'affaires peut inviter à ses réunions des représentants d'autres administrations et des experts.

La Direction générale de l'économie et de l'emploi du Ministère de la Région wallonne répond aux demandes que peut lui adresser l'Agence dans le cadre de ses missions définies à l'article 2, 6°. »

**Art. 14.** Le décret du 25 février 1999 créant la société anonyme de droit public « Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie - Office for foreign investors in Wallonia », en abrégé « O.F.I. », est abrogé.

**Art. 15.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1<sup>er</sup> avril 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Ph. COURARD

—  
Note

(1) *Session 2003-2004.*

*Documents du Conseil* 651 (2003-2004), n<sup>os</sup> 1 à 4.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 31 mars 2004.

Discussion. Vote.

## VERTALING

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

N. 2004 — 1463

[2004/201091]

**1. APRIL 2004 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der «Agence wallonne à l'Exportation» (Wallonische Exportagentur) (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - In der Überschrift des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der «Agence wallonne à l'Exportation» (Wallonische Exportagentur) wird der Wortlaut «Agence wallonne à l'Exportation» durch den Wortlaut «Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers» (Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen) ersetzt.

**Art. 2** - In Artikel 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut «Agence wallonne à l'Exportation» (Wallonische Exportagentur) durch den Wortlaut «Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers» (Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen) ersetzt.

**Art. 3** - In Artikel 1 des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, wird der Wortlaut «Agence wallonne à l'Exportation» durch den Wortlaut «Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers» ersetzt.

Artikel 24 desselben Dekrets wird gestrichen.

In Artikel 1 § 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses wird der Wortlaut «Agence wallonne à l'Exportation» bzw. «O.F.I.» durch den Wortlaut «Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers» ersetzt.

**Art. 4** - In Artikel 2 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 6° wird der Wortlaut «die logistische und operationelle Unterstützung bei der Suche nach ausländischen Investoren» durch den Wortlaut «die Suche nach ausländischen Investoren» ersetzt;

2° der folgende Absatz wird zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

«In den in Absatz 1 6° erwähnten Fällen umfasst die Aufgabe der Agentur die Förderung der Wallonischen Region als Gastland für ausländische Investoren, die Suche nach möglichen ausländischen Investoren, insbesondere durch Vertretungen im Ausland, durch die die Organisation von Auslandsdienstreisen oder durch jegliche andere Aktion, die zu diesem Zweck beitragen kann. Diese Aufgabe umfasst ebenfalls die Information der ausländischen Investoren, deren Empfang und Betreuung in der Wallonischen Region während des Niederlassungsverfahrens, die Begleitung des ausländischen Investors bei all seinen Schritten sowie die Suche nach ausländischen Übernehmern von wallonischen Industriestandorten, die sich in einer Phase der Restrukturierung befinden.»

**Art. 5** - In Artikel 3 des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der «Agence wallonne à l'exportation» wird der Wortlaut «Generaldirektor» durch den Wortlaut «Generalverwalter» ersetzt.

**Art. 6** - Artikel 4 § 1 desselben Dekrets wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«§ 1. Der Verwaltungsrat der Agentur besteht aus sechzehn von der Regierung ernannten Mitgliedern (worunter ein Vorsitzender und zwei stellvertretende Vorsitzende), die wie folgt verteilt sind:

a. zwölf Vertreter, die aufgrund ihrer Kenntnisse im Bereich Außenhandel ernannt sind:

— vier Vertreter der Organisationen, die die Industrie, die nicht-industriellen Großunternehmen, den Mittelstand und die Landwirtschaft vertreten und die aus einer von den in Generalversammlung tagenden Mitgliedern des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region vorgeschlagenen doppelten Liste gewählt werden;

— vier Vertreter der Arbeitnehmerorganisationen, die aus einer von den in Generalversammlung tagenden Mitgliedern des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region vorgeschlagenen doppelten Liste gewählt werden;

— vier Vertreter der Regierung;

b. vier Vertreter der Regierung, die aufgrund ihrer Sachverständigkeit in Sachen ausländische Investitionen ernannt wurden.»

In § 2 wird Absatz 1 desselben Dekrets durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Wohnen ebenfalls den Versammlungen des Verwaltungsrats mit beratender Stimme bei: der Generalverwalter und die Generaldirektoren der Agentur, ein Vertreter der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region und ein Vertreter der "Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité" (Wallonische Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft).»

Im selben Paragraphen wird Absatz 2 gestrichen.

**Art. 7** - In Artikel 6 Absatz 2 desselben Dekrets wird der Wortlaut «Auf Vorschlag des Generaldirektors» durch den Wortlaut «Auf Vorschlag des Generalverwalters» ersetzt.

**Art. 8** - Artikel 7 desselben Dekrets wird durch einen § 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 3. Es wird ein strategischer Ausschuss, bestehend aus dem Generalverwalter, dem Vorsitzenden des Rates, den beiden Generaldirektoren, den Generalinspektoren und den Kommissaren der Regierung, eingesetzt.

Dieser Ausschuss dient dazu, die dem Verwaltungsrat unterbreiteten Punkte sowie die strategischen Maßnahmen vorzubereiten. Der Ausschuss unterstützt den Generalverwalter bei der Durchführung dieser Maßnahmen.»

**Art. 9** - In Artikel 11 desselben Dekrets wird Abs. 1 durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Die Agentur wird durch einen Generalverwalter, der von zwei Generaldirektoren unterstützt wird, geleitet. Sie werden durch die Regierung für ein Mandat zu den in dem Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen ernannt.»

In Absatz 3 wird der Wortlaut «Generaldirektor» durch den Wortlaut «Generalverwalter» ersetzt.

In diesem Artikel 11 wird Absatz 3 ab dem Inkrafttredatum der Durchführungsmaßnahmen zur Anwendung von Artikel 6ter des Sondergesetzes vom 8. August 1980, in seiner durch Artikel 6 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 eingefügten Fassung, außer Kraft gesetzt.

**Art. 10** - In Artikel 12 desselben Dekrets wird der Wortlaut «Generaldirektor» durch den Wortlaut «Generalverwalter» ersetzt.

In Absatz 2 desselben Artikels wird der Wortlaut «Der Generalinspektor vertritt» durch den Wortlaut «die Generaldirektoren vertreten» ersetzt.

**Art. 11** - Artikel 21 desselben Dekrets wird durch den folgenden Absatz ersetzt:

«Der Verwaltungsvertrag der Agentur umfasst einen besonderen Abschnitt in Zusammenhang mit der Aufgabe bezüglich der ausländischen Investitionen, unter Beachtung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets.»

**Art. 12** - Die Agentur übernimmt das Vermögen, die Rechte und Verpflichtungen der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts «Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie - Office for foreign investors in Wallonia», die aufgelöst und liquidiert wird.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Übertragung der Mitglieder des Personals der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts «Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie - Office for foreign investors in Wallonia» an die Agentur sowie die Modalitäten für die Übertragung ihrer ständigen Vertreter im Ausland.

Für alles, was nicht durch das vorliegende Dekret geregelt wird, sind die Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften in Zusammenhang mit der Liquidierung anwendbar.

**Art. 13** - In das Dekret vom 2. April 1998 wird ein Kapitel *Vibis* mit der Überschrift «Sonderbestimmungen für ausländische Investitionen» und folgendem Wortlaut eingefügt:

#### KAPITEL *VIBIS* — Sonderbestimmungen für ausländische Investitionen

**Art. 22bis** - Im Rahmen der praktischen Ausführung der strategischen Orientierungen der Agentur in Zusammenhang mit den ausländischen Investitionen wird ein Geschäftsausschuss eingesetzt, der sich aus dem Generalverwalter, dem mit den ausländischen Investitionen beauftragten Generaldirektor, den verantwortlichen Personen für die Absatzmärkte und die Weiterbearbeitung der Akten, einem Vertreter der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region sowie den Regierungskommissaren zusammensetzt.

Dieser Geschäftsausschuss versammelt sich einmal pro Monat und ist für jede Akte mit der Bewertung der von der Agentur einzuleitenden Aktionen und der von den Entwicklungsträgern und Verwaltungen verlangten Zusammenarbeiten beauftragt.

Je nach den behandelten Akten kann der Geschäftsausschuss Vertreter anderer Verwaltungen und Sachverständige zu seinen Versammlungen einladen.

Die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region beantwortet die Anfragen, die die Agentur ihr im Rahmen ihrer in Artikel 2 6° Aufgaben übermittelt.»

**Art. 14** - Das Dekret vom 25. Februar 1999 zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts «Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie Office for foreign investors in Wallonia» (Agentur für ausländische Investoren in der Wallonie), kurz «O.F.I.» genannt, wird aufgehoben.

**Art. 15** - Die Regierung bestimmt das Datum für das Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 1. April 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Ph. COURARD

—  
Fußnote

(1) *Sitzung 2003-2004.*

*Dokumente des Rats* 651 (2003-2004) Nrn. 1 bis 4.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 31. März 2004.

Diskussion. Abstimmung.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1463

[2004/201091]

#### 1 APRIL 2004. — Decreet tot wijziging van het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het « Agence wallonne à l'Exportation » (Waals Exportagentschap) (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Het opschrift van het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het « Agence wallonne à l'Exportation » wordt gewijzigd in « Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers » (Waals Agentschap voor Uitvoer en Buitenlandse Investerings).

**Art. 2.** In artikel 1 van hetzelfde decreet worden de woorden « Agence wallonne à l'Exportation » vervangen door de woorden « Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers ».

**Art. 3.** In artikel 1 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, worden de woorden « Agence wallonne à l'Exportation » vervangen door de woorden « Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers ».

Artikel 24 van hetzelfde decreet schrappen.

In artikel 1, § 2, van het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut worden de woorden « Agence wallonne à l'Exportation » en « O.F.I. » vervangen door de woorden « Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers ».

**Art. 4.** In artikel 2 van hetzelfde decreet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 6°, worden de woorden « de logistieke en operationele steunverlening aan » geschrapt;

2° volgend lid wordt ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

« In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 6°, omvat de opdracht de bevordering van het Waalse Gewest als gastland voor de buitenlandse investeerders, de prospectie van kandidaten buitenlandse investeerders, inzonderheid door vertegenwoordigingen in het buitenland, de organisatie van opdrachten en elke andere actie die tot dat doel kan bijdragen. Die opdracht omvat eveneens de informatieverstrekking aan buitenlandse investeerders, de ontvangst en de opvolging van de buitenlandse investeerders in het Waalse Gewest in het proces voor de vestiging, de begeleiding van de buitenlandse investeerders in alle stappen die hij onderneemt en het zoeken naar buitenlandse overnemers voor Waalse bedrijfsruimten die op de weg naar de herstructurering zijn. »

**Art. 5.** In artikel 3 van het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het « Agence wallonne à l'Exportation » worden de woorden « directeur-generaal » vervangen door de woorden « administrateur-generaal ».

**Art. 6.** Artikel 4, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende tekst :

« § 1. De raad van bestuur van het Agentschap bestaat uit zestien leden waaronder één voorzitter en twee ondervoorzitters benoemd door de regering en verdeeld als volgt :

a. twaalf vertegenwoordigers benoemd in functie van hun kennis inzake buitenlandse handel :

— vier vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de industrie, niet-industriële grote ondernemingen, middenstand en landbouw, gekozen uit een dubbele lijst voorgedragen door de algemene vergadering van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest);

— vier vertegenwoordigers van de organisaties van werknemers gekozen uit een dubbele lijst voorgedragen door de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest);

— vier vertegenwoordigers van de regering;

b. vier vertegenwoordigers van de regering benoemd in functie van hun bevoegdheden inzake buitenlandse investeringen. »

In paragraaf 2 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen door volgende tekst :

« De vergaderingen van de raad van bestuur worden eveneens met raadgevende stem bijgewoond door :

de administrateur-generaal en de directeurs-generaal van het Agentschap, één vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest en één vertegenwoordiger van het "Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité" (Waals Agentschap voor de Bevordering van een Kwaliteitslandbouw). »

In dezelfde paragraaf wordt het tweede lid geschrapt.

**Art. 7.** In artikel 6, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « op de voordracht van de directeur-generaal » vervangen door de woorden « op de voordracht van de administrateur-generaal ».

**Art. 8.** Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een paragraaf 3 luidend als volgt :

« § 3. Er wordt een strategisch comité bestaande uit de administrateur-generaal, de voorzitter van de raad, beide directeurs-generaal, de inspecteurs-generaal en de regeringscommissarissen ingesteld.

Dat comité heeft als doel de punten alsmede de strategische maatregelen voor te bereiden die voorgelegd worden aan de raad van bestuur. Hij staat de administrateur-generaal bij in de uitvoering ervan. »

**Art. 9.** In artikel 11 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen door volgende tekst :

« Het Agentschap wordt geleid door een administrateur-generaal bijgestaan door twee directeurs-generaal, benoemd door de regering voor een mandaat tegen de voorwaarden vastgesteld in boek II van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse Ambtenarencode. »

In het derde lid, de woorden « de directeur-generaal » vervangen door de woorden « de administrateur-generaal ».

In datzelfde artikel 11 wordt het derde lid opgeheven op de datum van inwerkingtreding van de maatregelen ter uitvoering van artikel 6ter van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zoals ingevoegd bij artikel 6 van de bijzondere wet van 13 juli 2001.

**Art. 10.** In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de woorden « de directeur-generaal » vervangen door de woorden « de administrateur-generaal ».

In het tweede lid van hetzelfde artikel worden de woorden « de inspecteur-generaal vervangt hem » vervangen door « de directeurs-generaal vervangen hem ».

**Art. 11.** Artikel 21 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgend lid :

« Het beheerscontract van het agentschap omvat een afzonderlijk deel betreffende de buitenlandse investeringen met inachtneming van de bepalingen van dit decreet. »

**Art. 12.** Het Agentschap neemt het vermogen, de rechten en verplichtingen van de naamloze vennootschap van openbaar recht « Agence pour les Investisseurs étrangers en Wallonie - Office for foreign investors in Wallonia », die ontbonden en in vereffening gesteld wordt, over.

De regering bepaalt de modaliteiten voor de overheveling van de personeelsleden van de naamloze vennootschap van openbaar recht « Agence pour les Investisseurs étrangers en Wallonie - Office for foreign investors in Wallonia » naar het Agentschap, evenals de modaliteiten voor de overheveling van diens permanente vertegenwoordigers in het buitenland.

Voor alles wat niet bij dit decreet geregeld wordt, gelden de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen betreffende de vereffening.

**Art. 13.** Een hoofdstuk *Vibis* luidend « Bijzondere bepalingen voor de buitenlandse investeringen » wordt ingevoegd in het decreet van 2 april 1998, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK *VIBIS*. — Bijzondere bepalingen voor de buitenlandse investeringen

**Art. 22bis.** Een zakencomité, bestaande uit de administrateur-generaal, de directeur-generaal belast met de buitenlandse investeringen, de verantwoordelijken voor de markt en de opvolging van de dossiers, één vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest, evenals de regeringscommissarissen, wordt ingesteld in het kader van de concretisering van de strategische beleidskeuzes van het Agentschap wat betreft de buitenlandse investeringen.

Dat zakencomité dat een keer per maand vergadert, is ermee belast voor elk dossier de acties die uitgevoerd moeten worden door het Agentschap en de door de ontwikkelingsoperatoren en de besturen vereiste samenwerkingsverbanden te evalueren.

In functie van de behandelde dossiers kan het zakencomité vertegenwoordigers van andere besturen en deskundigen op zijn vergaderingen uitnodigen.

Het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest beantwoordt de aanvragen die het van het Agentschap kan krijgen in het kader van de opdrachten omschreven in artikel 2, 6°. » .

**Art. 13.** Het decreet van 25 februari 1999 houdende oprichting van de naamloze vennootschap van openbaar recht « Agence pour les Investisseurs étrangers en Wallonie - Office for foreign investors in Wallonia », afgekort : « O.F.I. », wordt opgeheven.

**Art. 14.** De regering stelt de datum van inwerkingtreding van dit decreet vast.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Ph. COURARD

—  
Nota

*Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad 651 (2003-2004), nrs. 1 tot en met 4.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 31 maart 2004.*

*Bespreking. Stemming.*

---

#### MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1464

[2004/201089]

#### 4 MARS 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant extension de la réserve naturelle agréée de « Enneilles »

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, telle que modifiée, et notamment les articles 6, 10, 11, 18, 19, 37, 58bis;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 juillet 1986 concernant l'agrément des réserves naturelles et le subventionnement des achats de terrains à ériger en réserves naturelles agréées par les associations privées, tel que modifié, et notamment l'article 11;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 1998, portant création de la réserve naturelle agréée de « Enneilles »;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 3 juillet 2001;

Vu l'avis de la députation permanente du conseil provincial de Luxembourg, donné le 26 juin 2003;

Considérant le dossier et la demande d'agrément, déposés le 27 mars 2001 par l'A.S.B.L. « Réserves naturelles R.N.O.B. »;

Considérant l'avis remis par les services extérieurs de la Division de la Nature et des Forêts, le 12 mai 2003 et la lettre de l'A.S.B.L. "Réserves naturelles R.N.O.B." du 22 avril 2003;